

1009

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Samedi, 23 novembre 1901.

N^o 71.

Samstag, 23. November 1901.

Arrêté grand-ducal du 16 novembre 1901, déclarant d'utilité publique la construction d'un chemin de Brandenburg à Weiler.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu deux délibérations du conseil communal de Putscheid, du 4 février et resp. 4 septembre 1901, tendant à ce que les travaux de construction du chemin de Brandenburg à Weiler, au lieu dit « Stahl », soient déclarés d'utilité publique, afin de pouvoir recourir à l'expropriation pour l'acquisition des terrains dont l'emprise est prévue ;

Vu les plan et tableau des propriétés à acquérir ;

Vu la loi du 17 décembre 1859 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Nos Directeurs généraux de l'intérieur et des travaux publics et après délibération par le Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction du chemin de Brandenburg à Weiler, au lieu dit « Stahl », suivant le plan annexé aux délibérations du conseil communal de Putscheid, prévues.

L'administration communale de Putscheid est

Großh. Beschluß vom 16. November 1901, wodurch der Bau eines Weges von Brandenburg nach Weiler zum Gegenstand öffentlichen Nutzens erklärt wird.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht zweier Berathungen des Gemeinderathes von Putscheid, vom 4. Februar bezw. 4. September 1901, dahingehend, die Anlegung des Weges von Brandenburg nach Weiler, im Ort genannt „Stahl,“ zum Gegenstand öffentlichen Nutzens zu erklären, um die benötigten Liegenschaften auf dem Wege der Enteignung erwerben zu können ;

Nach Einsicht des Planes und des Verzeichnisses der zu erwerbenden Liegenschaften ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 17. Dezember 1859 über die Enteignung wegen öffentlichen Nutzens ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unserer General-Directoren des Innern und der öffentlichen Arbeiten, und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Der Bau des Weges von Brandenburg nach Weiler, im Ort genannt „Stahl,“ gemäß dem vorerwähnten Berathungen des Gemeinderathes von Putscheid beigefügten Plane, sind zum Gegenstand öffentlichen Nutzens erklärt.

Die Gemeindeverwaltung von Putscheid ist

autorisée à acquérir les immeubles nécessaires à l'exécution des travaux projetés et à recourir, au besoin, à l'expropriation, conformément aux règles tracées par la loi afférente du 17 décembre 1859.

Les actes d'acquisition resteront soumis à l'approbation ultérieure de Notre Directeur général de l'intérieur.

Art. 2. Nos Directeurs généraux de l'intérieur et des travaux publics sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Château de Hohenbourg, le 16 novembre 1901.

ADOLPHE.

*Le Directeur général
de l'intérieur,*
H. KIRPACH.

*Le Directeur général
des travaux publics,*
CH. RISCHARD.

Arrêté grand-ducal du 16 novembre 1901, concernant la liquidation et le recouvrement des frais de justice en matière électorale.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 5 mars 1884 sur les élections législatives et communales, notamment l'art. 58, al. 2, qui est ainsi conçu :

« Il n'est perçu d'autre droit de greffe que le » droit fixe d'un franc par expédition délivrée. »

Vu le décret du 18 juin 1811, contenant le règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police, et le tarif général des frais ;

Vu le décret du 7 avril 1813, apportant quelques modifications à celui du 18 juin 1811 ;

Vu la loi du 9 janvier 1852, sur la comptabilité de l'État, modifiée par la loi du 16 janvier 1866,

ermächtigt, die zur Ausführung der projektierten Arbeiten benötigten Liegenschaften zu erwerben, und nöthigenfalls zu diesem Zwecke das durch erwähntes Gesetz vom 17. Dezember 1859 geregelte Enteignungsverfahren einzuleiten.

Die Kaufurkunden unterliegen der weiteren Genehmigung Unseres General-Directors des Innern.

Art. 2. Unsere General-Directoren des Innern und der öffentlichen Arbeiten sind mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Schloß Hohenburg, den 16. November 1901.

Adolph.

Der General-Director
des Innern,
H. Kirpach.

Der General-Director der
öffentlichen Arbeiten,
R. Rischard.

Großh. Beschluß vom 16. November 1901, die Liquidation und Beitreibung der Gerichtskosten in Wahlsachen betreffend.

Wir Adolph, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 5. März 1884, betreffend die Kammer- und die Gemeindevahlen, insbesondere des Art. 58, Abs. 2, welcher bestimmt wie folgt :

„Außer einer festen Gebühr von einem Franken » für jede verabfolgte Ausfertigung wird keine » weitere Kanzleigebühr erhoben“.

Nach Einsicht des Beschlusses vom 18. Juni 1811, enthaltend das Reglement über die Gerichtsverwaltung in Kriminal-, Zuchtpolizei- und Polizeisachen, sowie den allgemeinen Kostentarif ;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 7. April 1813, welcher denjenigen vom 18. Juni 1811 in einigen Bestimmungen abändert ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 9. Januar 1852 über die Staats-Comptabilität, abgeändert durch das Gesetz vom 16. Januar 1866 ;

Notre Conseil d'État entendu ;
Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le greffier sera en droit de percevoir *un franc* par expédition des jugements en matière électorale, délivrée soit aux administrations, soit aux particuliers, et peu importe le but dans lequel la communication a eu lieu.

Il ne sera perçu que *vingt-cinq centimes* pour les simples extraits délivrés aux receveurs pour servir au recouvrement des frais au profit de l'État.

Art. 2. Les frais dus à l'État en matière électorale sont recouvrés comme les frais de justice criminelle, conformément au décret du 18 juin 1811 ; ceux à charge de l'État sont ordonnancés conformément à la loi générale sur la comptabilité de l'État.

Art. 3. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Hohenbourg, le 16 novembre 1901.

ADOLPHE.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Arrêté du 22 octobre 1901, concernant l'émission d'obligations foncières.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu la loi du 27 mars 1900, portant création d'un établissement de Crédit foncier, ensemble l'arrêté grand-ducal du 19 novembre suivant, pris en exécution de cette loi ;

Arrête :

Art. 1^{er}. L'État du Grand-Duché créera, en exécution des loi et arrêté précités, des obli-

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;
Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Der Gerichtschreiber ist berechtigt, einen Franken zu erheben für jede Ausfertigung eines Urtheils in Wahlsachen, gleichviel ob dieselbe an eine öffentliche Verwaltung oder an Private abgegeben wird und zu welchem Zwecke dieselbe bestimmt sein mag.

Für einfache Auszüge, welche den Sinnemern behufs Beitreibung der Kosten ausgestellt werden, sind jedoch nur fünf und zwanzig Centime zu entrichten.

Art. 2. Die dem Staate geschuldeten Kosten in Wahlsachen werden eingezogen wie die Gerichtskosten in Repressivsachen, in Gemäßheit des Beschlusses vom 18. Juni 1811 ; die demselben zur Last fallenden werden zur Zahlung angewiesen zufolge dem allgemeinen Gesetze über das Staatsrechnungswesen.

Art. 3. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut.

Schloß Hohenburg, den 16. November 1901.

Adolph.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Ministerial-Beschluß vom 22. Oktober 1901, betreffend die Ausgabe von Pfandbriefen.

Der General-Director der Finanzen ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 27. März 1900, betreffend die Errichtung einer Grund-Credit-Anstalt, sowie des in Ausführung dieses Gesetzes erlassenen Großh. Beschlusses vom 19. November 1900 ;

Beschließt :

Art. 1. In Ausführung des obenerwähnten Gesetzes und Beschlusses wird der Großh.-Direc-

gations sous le nom de « Obligations foncières de l'État du Grand-Duché de Luxembourg », d'un import nominal de 5 millions de francs, le franc luxembourgeois à 80 pfennig.

Ces obligations seront au porteur ; elles donneront droit à un intérêt annuel de 3½ pCt. et seront émises en des coupures de 200, de 500 et de 1000 francs, soit de 160, de 400 et de 800 marks en capital.

Elles seront négociées par le Crédit foncier de l'État ; leur mise en circulation ne pourra avoir lieu qu'au fur et à mesure de la réalisation des prêts et sera surveillée par le commissaire du Gouvernement, qui visera les titres.

Art. 2. Les obligations foncières seront accompagnées d'une feuille de vingt coupons d'intérêt semestriel avec talon ; la feuille de coupons sera séparée du titre proprement dit.

Les coupons seront aux échéances du 1^{er} avril et du 1^{er} octobre de chaque année ; le premier écherra le 1^{er} avril 1902.

Après l'épuisement de la feuille de coupons, il en sera délivré une nouvelle en échange du talon, le tout sans frais.

Art. 3. Les obligations foncières sont créées sans époque fixe d'exigibilité pour le capital.

Art. 4. Sans préjudice à l'application du § 2 de l'art. 46 de l'arrêté grand-ducal du 19 novembre 1900, le remboursement des titres de la présente émission ne pourra avoir lieu avant le 1^{er} janvier 1908. Après cette époque, le Crédit foncier aura la faculté de procéder au remboursement total ou partiel de ces titres, mais seulement avec l'autorisation du Gouvernement et en faisant connaître cette intention six mois d'avance par des publications au *Mémorial* et dans un ou plusieurs journaux.

En cas de remboursement partiel, les titres à rembourser seront désignés par la voie du sort.

Art. 5. Le remboursement des obligations foncières se fera au pair.

burgische Staat zur Ausgabe von Obligationen unter dem Namen „Pfandbriefe des Großherzoglich-Luxemburgischen Staates“ schreiben, im Nennwerthe von fünf Millionen Franken, den Franken zu 80 Pfennig umgerechnet.

Diese auf den Inhaber lautenden Obligationen sind verzinslich zu 3½ pCt. jährlich und werden in Stücken von 200, 500 und 1000 Franken, gleich 160, 400 und 800 Mark Kapital ausgestellt.

Dieselben werden von der Staats-Grund-Credit-Anstalt veräußert ; deren Inverkehrsetzung darf nur nach Maßgabe der gewährten Darlehn erfolgen und wird von dem Regierungs-Commissar, welcher die Titel visirt, überwacht.

Art. 2. Den Pfandbriefen werden zwanzig halbjährige Zinscheine nebst Talon beigegeben. Der Zinscheinbogen ist von dem eigentlichen Titel getrennt.

Die Zinscheine sind zahlbar am 1. April und 1. October eines jeden Jahres ; der erste wird am 1. April 1902 fällig.

Nach Verbrauch des Zinscheinbogens wird gegen Rückgabe des Talons ein neuer Bogen kostenfrei ausgehändigt.

Art. 3. Für die Rückzahlung der Pfandbriefe ist keine bestimmte Frist festgesetzt.

Art. 4. Unbeschadet der Anwendung des § 2 des Art. 46 des Großh. Beschlusses vom 19. November 1900, ist die Rückzahlung der Titel gegenwärtiger Ausgabe vor dem 1. Januar 1908 unzulässig. Nach diesem Zeitpunkte steht es der Grund-Credit-Anstalt, nach eingeholter Ermächtigung der Regierung, frei, zur gänzlichen oder theilweisen Rückzahlung dieser Titel zu schreiben, mit der Verpflichtung jedoch, ihre diesbezügliche Absicht sechs Monate vorher durch Veröffentlichung im „*Mémorial*“ und in einer oder mehreren Zeitungen bekannt zu geben.

Im Falle einer theilweisen Rückzahlung werden die heimzuzahlenden Titel durch das Loos bestimmt.

Art. 5. Die Rückzahlung der Pfandbriefe erfolgt al pari.

Art. 6. Le paiement des coupons échus, ainsi que le remboursement des titres, s'effectueront dans le Grand-Duché en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat, en Allemagne en marks, en Belgique et en France au cours du change du jour.

Art. 7. Pour les autres conditions et modalités de la présente émission, seront applicables les dispositions légales en vigueur, notamment les loi et arrêté précités du 27 mars et resp. du 19 novembre 1900.

Art. 8. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 22 octobre 1901.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Circulaire concernant les versements à faire au fonds des dépenses communales pour 1902.

Les administrations communales sont invitées à verser, avant le 1^{er} avril 1902, entre les mains du receveur des contributions au bureau duquel elles ressortissent, les sommes indiquées au relevé qui fait suite à la présente circulaire, pour l'alimentation du fonds des dépenses communales pour l'exercice 1902.

Les quittances des versements sont à adresser au contrôleur des contributions respectif, lequel les transmettra aux commissaires de district. Ces fonctionnaires, après en avoir donné décharge, me les feront parvenir avec un relevé en double, dont un exemplaire leur sera renvoyé, muni du certificat de réception. — La quittance de la ville de Luxembourg me parviendra directement.

Luxembourg, le 19 novembre 1901.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Art. 6. Die Einlösung der erfallenen Zins-scheine sowie die Rückzahlung der Titel erfolgen im Großherzogthum in Münzen, welche in den öffentlichen Staatskassen zugelassen sind, in Deutschland in Markwährung, in Belgien und in Frankreich zum Tageskurs.

Art. 7. Bezüglich der andern Bedingungen und Modalitäten gegenwärtiger Ausgabe finden die bestehenden Bestimmungen Anwendung, namentlich das Eingang erwähnte Gesetz vom 27. März 1900 bezw. der obenerwähnte Beschluß vom 19. November 1900.

Art. 8. Gegenwärtiger Beschluß soll in's „Memorial“ eingerückt werden.

Luxemburg, den 22. October 1901.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Rundschreiben, betreffend die Einzahlung der Beiträge zum Gemeindeausgabensfonds für 1902.

Die Gemeindeverwaltungen werden ersucht, vor dem 1. April 1902, beim Ressort-Steuerinnehmer die in dem gegenwärtigen Rundschreiben beigefügten Verzeichniß vermerkten Summen, als Beiträge zur Bildung des Gemeindeausgabensfonds fürs Jahr 1902 einzuzahlen.

Die Quittungen über diese Einzahlungen werden dem zuständigen Steuerkontrolleur zugesandt, welcher selbe an die Distriktscommissäre schicken. Diese Beamten werden mir dieselben, nach theilteiler Entlastung, mit einer Tabelle in zwei Exemplaren übermitteln, wovon ihnen eins, mit Empfangsbcheinigung versehen, zurückgestellt werden wird. — Die Quittung der Stadt Luxemburg soll mir direkt zugehen.

Luxemburg, den 19. November 1901.

Der General-Director des Innern,
H. K i r p a c h.

| NOMS DES COMMUNES. | Sommes à payer. fr. | NOMS DES COMMUNES. | Sommes à payer. fr. | NOMS DES COMMUNES. | Sommes à payer. fr. |
|--------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|----------------------------------|------------------------------|
| Luxembourg-ville . . . | 6000 | Reckange | 200 | Feulen | 200 |
| <i>District de Luxembourg.</i> | | Roeser | 300 | Folschette | 500 |
| Bascharage | » | Rollingergrund | 2000 | Fouhren | 800 |
| Berg | 800 | Rumelange | 3000 | Goesdorf | 300 |
| Bertrange | 500 | Sandweiler | 1500 | Grosbous | 200 |
| Bettembourg | 4000 | Sanem | 300 | Hachville | 100 |
| Bissen | 500 | Schifflange | 800 | Harlange | 1000 |
| Bœvange s/A. | 500 | Schuttrange | 500 | Heiderscheid | 1500 |
| Clémency | » | Septfontaines | 1000 | Heinerscheid | 1000 |
| Contern | » | Steinfort | 400 | Hoscheid | » |
| Differdange | 3000 | Steinsel | 1500 | Hosingen | 1500 |
| Dippach | 200 | Strassen | » | Mecher | 300 |
| Dudelange | 2000 | Tuntingen | 500 | Medernach | 1000 |
| Eich | 3000 | Walferdange | » | Mertzig | 500 |
| Esch-sur-l'Alzette | 3000 | Weiler-la-Tour | » | Munshausen | 300 |
| Fischbach | 500 | <i>District de Diekirch.</i> | | Neunhausen | 100 |
| Frisange | 500 | Alscheid | 400 | Oberwampach | 500 |
| Garnich | » | Arsdorf | 200 | Perlé | 400 |
| Hamm | 2000 | Asselborn | 700 | Putscheid | 500 |
| Heffingen | » | Basbellain | 1000 | Redange | 1000 |
| Hesperange | 2000 | Bastendorf | 1000 | Reisdorf | 200 |
| Hobscheid | 2000 | Beckerich | 300 | Saël | 200 |
| Hollerich | 3000 | Bettborn | 800 | Schieren | 200 |
| Kayl | 1500 | Bettendorf | 500 | Useldange | 500 |
| Kehlen | 1200 | Bigonville | 200 | Vanden | » |
| Kerich | 800 | Bœvange | 500 | Vichten | 200 |
| Kopstal | 800 | Boulaide | » | Wahl | 500 |
| Larochette | 1000 | Bourscheid | 1000 | Weiswampach | 800 |
| Leudelange | » | Clervaux | 500 | Wiltz | 4000 |
| Lintgen | » | Consthum | » | Wilwerwiltz | » |
| Lorentzweiler | 800 | Diekirch | 1000 | Winseler | 600 |
| Mamer | 2000 | Ell | » | <i>District de Grevenmacher.</i> | |
| Mersch | 1000 | Ermsdorf | 300 | Beaufort | 1000 |
| Mondorcange | 800 | Erpeldange | 600 | Bech | 200 |
| Monderanven | 500 | Esch-sur-Sûre | 600 | Berdorf | 200 |
| Nommern | 200 | Eschweiler | 300 | Betzdorf | 1500 |
| Petange | 2000 | Ettelbruck | 1000 | Biwer | 400 |

| | | | | | |
|------------------------|------|-----------------------------|------|------------------------|------|
| Bous | 600 | Lenningen | 1500 | Rosport | 1500 |
| Burmerange | 400 | Manternach | 100 | Stadbredimus | » |
| Consdorf | 2000 | Mertert | 600 | Waldbillig | 300 |
| Dalheim | 800 | Mompach | 200 | Waldbredimus | » |
| Echternach | 2500 | Mondorf-les-Bains | 800 | Wellenstein | 1500 |
| Flaxweiler | 1000 | Remerschen | » | Wormeldange | 1200 |
| Grevenmacher | 2500 | Remich | 1200 | | |
| Junglinster | 600 | Rodenbourg | 100 | | |

Quatrième relevé des Permis de chasse délivrés pour l'année de chasse 1901—1902.

| N ^o du permis de chasse. | Date de la délivrance. | Nom et prénoms. | Qualité. | Résidence. |
|-------------------------------------|--------------------------|-----------------------|-------------------------|--------------------|
| 684 | 24 sept. 1901. | Sinner, Jean. | Cultivateur. | Bockoltz. |
| 685 | 28 sept. | Faber, Charles. | Candidat garde général. | Altmühle (Kehlen.) |
| 686 | 1 ^{er} octobre. | Kneip, Jean-Pierre. | Cultivateur. | Kautenbach. |
| 687 | 4 octobre. | Lenertz, Pierre. | id. | Kinsickerhof. |
| 688 | id. | Terrens, Michel. | id. | Waldbillig. |
| 689 | id. | Berner, Jean. | Restaurateur. | Hesperange. |
| 690 | 8 octobre. | Bartz, Pierre. | Cultivateur. | Rodershausen. |
| 691 | 10 octobre. | Nel, Paul. | Procureur. | Pretoria. |
| 692 | id. | Reisen, Mathias. | Cultivateur. | Selscheid. |
| 693 | 14 octobre. | Jung, Jacques. | id. | Elvange. |
| 694 | id. | Klein, Jean-Baptiste. | Garde particulier. | Frisange. |
| 695 | 17 octobre. | Drèze, Alfred. | Industriel. | Pepinster. |
| 696 | 26 octobre. | Werks, Michel. | Garde-chasse. | Oberfeulen. |
| 697 | 28 octobre. | Orts, Pierre. | Attaché de légation. | Paris. |
| 698 | 30 octobre. | Legallais, Marc. | Major. [Duc. | Dommeldange. |
| 699 | 2 novembre. | Comte de Metternich. | Grand écuyer du Grand- | Luxembourg. |
| 700 | id. | Demuth, Jean. | Chasseur du Grand-Duc | id. |
| 701 | 9 novembre. | Basse, Alexandre. | Rentier. | Buschdorf. |
| 702 | 22 novembre. | Gœbler, Pierre. | Vigneron. | Wintrange. |

Caisse d'épargne. — Par décision du Directeur général des finances en date du 18 novembre 1901, les livrets nos 61612 et 78660 sont annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 20 novembre 1901.

Avis. — Postes et télégraphes.

Par arrêté grand-ducal du 16 novembre courant, M. Jean Prudhomme, percepteur des télégraphes à Luxembourg, a été nommé chef de bureau à la Direction des postes et des télégraphes.

Luxembourg, le 23 novembre 1901.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Bekanntmachung. — Post- u. Telegraphenwesen.

Durch Großh. Beschluß vom 16. d. Mts. ist Hr. Joh. Prudhomme, Telegraphen-Perceptor zu Luxemburg, zum Bureauchef bei der Post- und Telegraphen-Direktion ernannt worden.

Luxemburg, den 23. November 1901.

Der General-Director der Finanzen.
M. M o n g e n a s t.

Chemins de fer Guillaume-Luxembourg. — Recettes des lignes du Grand-Duché : 174 kilom.)*

| RECETTES. | Voyageurs. | Marchandises. | Recettes diverses. | Recettes totales. |
|--|------------------|------------------|--------------------|-------------------|
| Du 1 ^{er} au 31 juillet | fr. 160,000 00 | fr. 1,017,500 00 | fr. 86 875 00 | fr. 1,264,375 00 |
| Du 1 ^{er} janvier au 30 juin | 855,000 00 | 6,357,500 00 | 567,500 00 | 7,780,000 00 |
| | 1901 | | | |
| Du 1 ^{er} janvier au 31 juillet | fr. 1,015,000 00 | fr. 7,575,000 00 | fr. 654,375 00 | fr. 9,044,375 00 |
| | 1,056,250 00 | 7,928,750 00 | 697,500 00 | 9,662,500 00 |
| | 1901 | | | |
| | 1900 | | | |
| Différence en faveur de | | | | |
| | 1901 | | | |
| | 1900 | | | |
| | 21,250 00 | 555,750 00 | 45,125 00 | 618,125 00 |

Produit kilométrique correspondant à { 1901 fr. 89,107 14.
1900 fr. 95,197 04.

*) Les produits des embranchements de Bettembourg-Dudelange et du bassin de Rumelange, ainsi que ceux des lignes d'Esch-Redange et de Trois-Vierges-St.-Vith, pour les sections de ces lignes qui sont situées dans le Grand-Duché, ne sont pas compris dans les recettes.

Chemins de fer Prince-Henri. — Recettes des lignes. (1^{er} et 2^e réseau.)

Longueur en exploitation : 187 resp. 167 kilomètres.

| RECETTES. | Voyageurs. | Marchandises. | Recettes diverses. | Recettes totales. |
|--|----------------|------------------|--------------------|-------------------|
| Du 1 ^{er} au 31 juillet | fr. 52,657 52 | fr. 264,205 11 | fr. 7,007 71 | fr. 323,930 34 |
| Du 1 ^{er} janvier au 30 juin* | 306,445 09 | 1,708,704 82 | 15,405 45 | 2,030,645 54 |
| | 1901 | | | |
| Du 1 ^{er} janvier au 31 juillet | fr. 339,102 61 | fr. 1,972,909 93 | fr. 22,565 14 | fr. 2,554,575 68 |
| | 317,509 17 | 2,461,963 81 | 19,281 04 | 2,798,754 92 |
| | 1901 | | | |
| | 1900 | | | |
| Différence en faveur de | | | | |
| | 1901 | | | |
| | 1900 | | | |
| | 41,593 44 | 489,053 88 | 5,281 20 | 444,179 24 |

Produit kilométrique correspondant à { 1901 fr. 21,678 41, soit par jour-kilomètre fr. 59,39.
1900 » 28,833 94, » » fr. 79,05.

* Recettes arrêtées au 31 mars 1901.